

# Togo : Ce que dit la Commission de la CEDEAO au pouvoir et à l'opposition à Lomé



Les déclarations et les prises de positions se sont multipliées au Togo depuis la diffusion de la feuille de route de la CEDEAO pour la sortie de crise. L'organisation communautaire s'est particulièrement sentie interpellée par les réserves émises dans les déclarations de certains leaders de la coalition des 14 partis de l'opposition. La Commission de la CEDEAO est à Lomé pour inviter les parties prenantes togolaises à apprécier les décisions prises, le 31 juillet dernier concernant la situation socio-politique togolaise, à leur juste valeur. Il nous revient également qu'il sera notifié à toutes les parties que ces décisions sont contraignantes. Les travaux viennent de démarrer au 2 Février.

On le sait, les débats étaient intenses et vifs le 31 juillet dernier à Lomé suite à la présentation du rapport des facilitateurs de la crise togolaise. Le document contenait en détail les progrès et les acquis en termes de convergences mais aussi les points d'achoppement et de blocage au dialogue inter-togolais. Des informations précisent que le rapport des facilitateurs a été présenté à Brigitte Adjamagbo-Johnson et Jean-Pierre Fabre, le Chef de file de l'opposition togolaise, deux responsables de la Coalition des 14 partis par le

président guinéen Alpha Condé, avant d'être soumis aux chefs d'Etat.

Le rapport concluait sans ambiguïté que « les facilitateurs constatent que le dialogue ne pourra pas malheureusement permettre de surmonter tous les points de blocage et d'aboutir à une solution qui pourrait satisfaire et totalement chacune des parties ». De ce fait, les facilitateurs préconisent que : « seules des élections ouvertes et équitables détermineront dans la libre expression du peuple Togolais qui porte le mieux ses aspirations, et détermineront aussi le bien-fondé et la légitimité de chacune des positions exprimées aujourd'hui ».

Les chefs d'Etat de la CEDEAO qui ont suivi de bout en bout le déroulement du dialogue inter-togolais étaient au parfum des positions de chacun des protagonistes et surtout des points de blocage.

Ainsi, se fondant sur le Protocole additionnel relatif à la démocratie et à la bonne gouvernance, les dirigeants ouest-africains ont-ils voulu trancher définitivement tous les débats posés, en tenant compte de tous les éléments d'appréciation disponibles, notamment de leurs propres connaissances des problèmes politiques togolais et des revendications de l'opposition.

La Commission de la CEDEAO est donc à Lomé ce mercredi pour s'assurer que toutes les parties ont bien saisi et compris la teneur des actes adoptés par les dirigeants de la sous-région et pour afficher clairement l'engagement de l'organisation sous-régionale à mobiliser l'assistance et l'expertise nécessaires pour appuyer la phase de mise en œuvre et d'application des décisions des chefs d'Etat et de gouvernement.

#### **Aller vite dans la mise en oeuvre des décisions ... contraignantes**

Selon des informations parvenues à Togo Breaking News, la délégation de Jean-Claude Brou, le président de la Commission

signifiera à toutes les parties prenantes togolaises que les décisions prises à Lomé, notamment la date du 20 décembre 2018 n'ont pas de portée indicative ou facultative mais une valeur contraignante.

Et alors que [la Coalition de l'opposition soutient que les décisions de la CEDEAO souffrent de manquements](#) et sont insuffisantes pour le fait qu'elles n'aient pas abordé les questions de fond, certains diplomates en poste à Lomé estiment que ces décisions sont le fruit d'un bon compromis.

{loadmoduleid 210}

D'aucuns affirment que l'un des soucis des chefs d'Etat était de trancher des débats qui n'ont que trop duré et d'éviter un dialogue interminable.

Ainsi, pendant que [des leaders de la Coalition pensent qu'il sera possible d'arracher des acquis supplémentaires au pouvoir de Faure Gnassingbé](#) dans les discussions qui vont suivre, le pouvoir soutient pour sa part que rien n'indique qu'il y aura la continuation du dialogue politique ou un nouveau dialogue d'application des décisions de la CEDEAO. Toutefois, l'entourage de Faure Gnassingbé soutient que l'esprit de dialogue et de concertation et la volonté d'ouverture seront toujours préservés.

Quant au gouvernement, les informations indiquent que la Commission de la CEDEAO devrait l'inviter à tout mettre en œuvre pour que « les choses aillent très vite », toujours dans un esprit conciliant et d'ouverture.

« Nous connaissons parfaitement le jeu de certains membres de la coalition et leur volonté de jouer au dilatoire et à l'enlisement. Ce temps est révolu », confie un proche du pouvoir togolais assurant que le gouvernement et sa majorité ne se laisseront pas entraîner dans un engrenage de discussions sans fin et le statut quo.

Pour notre interlocuteur, le régime de Faure Gnassingbé sait exactement et précisément ce que les décisions et recommandations de la CEDEAO préconisent et prévoient, et est aussi conscients de ce qui est attendu de lui en termes de mesures et de dispositions à prendre.